

- Accord-cadre
- Avenir de l'UE
- Erasmus+**
- Encouragement du cinéma
- Recherche
- Agriculture
- Transport aérien
- Immigration
- Organisation de l'UE
- Libre circulation des personnes
- Schengen
- Développement du milieu bâti
- Obstacles techniques au commerce
- Évolution du trafic
- Évolution économique

FICHE D'INFORMATION : ERASMUS+

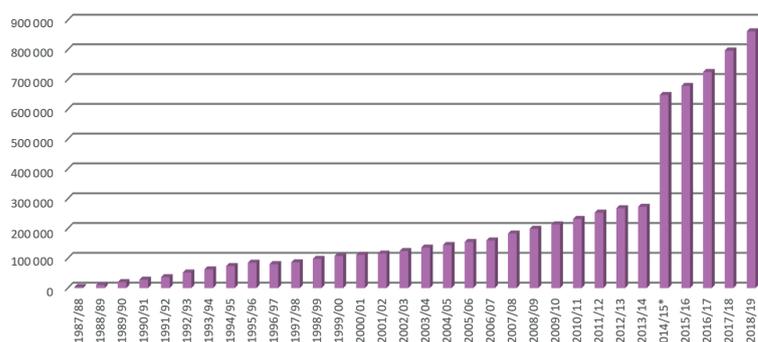
Un séjour d'études en Europe : de précieuses expériences et de meilleures chances sur le marché de l'emploi

Coopération transfrontalière entre universités, échange de professeurs, semestres à l'étranger pour les étudiants : autant de possibilités offertes par le programme européen Erasmus+. La Suisse a, elle aussi, largement profité de ce programme. Depuis 2014, elle n'a toutefois plus que le statut de pays tiers. Le programme qui succède à Erasmus+ pour les années 2021-2027 a été lancé. Le Conseil fédéral examine actuellement une association.

Le programme Erasmus de l'Union européenne permet aux étudiants et au corps enseignant d'effectuer un séjour dans une université étrangère sans affronter d'obstacles bureaucratiques. Ces dernières décennies, de très nombreuses personnes en Suisse ont fait usage de cette possibilité : quelque 90 000 jusqu'en 2014 ! Erasmus+ — le nom du programme depuis 2015 — donne non seulement accès aux offres de formation, mais permet aussi de participer à des conférences ou d'effectuer du bénévolat en Europe. Tous les jeunes sont concernés, qu'ils étudient à l'université, fassent un apprentissage, aillent encore à l'école, soient enseignants ou actifs dans une association. Cette expérience internationale est souvent pour eux l'occasion d'apprendre une nouvelle langue, mais aussi de booster leurs compétences sociales, leur ouverture d'esprit, leur confiance en soi et leur capacité de prendre seuls des décisions. Des études ont prouvé que les aptitudes acquises pendant un échange étaient un facteur décisif de succès dans le monde du travail. À l'échelle européenne, les étudiants qui ont participé au programme Erasmus présentent un risque 50 % moins élevé d'être encore au chômage un an après avoir obtenu leur diplôme.

Évolution du nombre de participants au programme Erasmus en Europe, par année

En 2018 et 2019, 853 000 personnes ont pu bénéficier des programmes Erasmus+. Depuis leur lancement, le nombre total de participants dépasse les 10 millions de personnes.



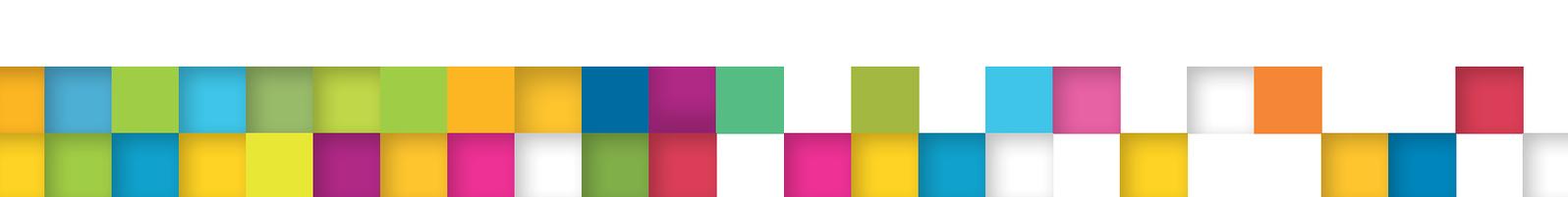
Source: ec.europa.eu/erasmus-plus

* Passage d'Erasmus à Erasmus+ (extension à la formation générale et professionnelle, à la jeunesse et au sport)

Quant aux établissements de formation, ils profitent de précieuses synergies, car le programme Erasmus+ leur permet de mener des projets transfrontaliers avec des partenaires européens. Ainsi, ils développent ensemble des modules de cours, constituent des réseaux européens, échangent des expériences et tirent profit l'un de l'autre.

L'enseignement en Suisse a largement bénéficié d'Erasmus

Depuis le début des années 1990, la Suisse a participé activement aux programmes pour la formation et la jeunesse européens, jusqu'à ce que le non à l'EEE crée une première fissure. À partir de 1996, seule une participation indirecte était encore possible. En clair, la Suisse devait assumer elle-même une grande partie des frais, et les possibilités de participer à des projets de coopération ont été fortement limitées. De même, la Suisse n'a pas pu participer directement aux programmes de



la période 2007-2013. En 2019, une déclaration d'intention avec l'UE a permis de garantir la participation du pays aux programmes « Formation tout au long de la vie » et « Jeunesse en action ». L'accord correspondant est entré en vigueur en mars 2011. Erasmus est une composante du premier programme. D'autres programmes partiels sont axés sur la formation scolaire (Comenius), la formation professionnelle (Leonardo da Vinci) ou la formation des adultes (Grundtvig). Quant au programme « Jeunesse en action », il couvre la formation non formelle des jeunes, via le volontariat ou la coopération entre les organisations de jeunesse. De 2011 à 2013, des établissements suisses ont participé directement à ces deux programmes, bénéficiant ainsi des mêmes possibilités que les partenaires d'autres pays participants. Au cours de cette période, plus de 16 000 étudiants ont fait usage des possibilités d'échange entre la Suisse et l'UE, leur nombre étant plus ou moins égal dans les deux sens. S'y ajoutent de nombreux stages à l'étranger. En Suisse, la mobilité des étudiants et du personnel universitaire a sensiblement contribué à l'internationalisation du secteur tertiaire ainsi qu'au bon fonctionnement du marché du travail et à la croissance économique. Entre 2011 et 2013, la mobilité s'est accrue dans tous les secteurs. Par ailleurs, les établissements suisses ont pu participer à des projets de coopération visant à renforcer la collaboration entre universités de toute l'Europe, désormais réunis sous la dénomination Erasmus+.

La solution transitoire ne remplace pas la pleine association

Les négociations sur la participation de la Suisse à Erasmus+ ont débuté en décembre 2013. Contrairement à ses prédécesseurs, ce programme comporte aussi des activités hors d'Europe et encourage, outre la mobilité des étudiants, divers types de projets collaboratifs entre établissements de formation. Les discussions sont au point mort, car la Suisse a accepté l'initiative contre l'immigration de masse en février 2014 et refusé, au début, d'étendre la libre circulation des personnes à la Croatie. Le Conseil fédéral a adopté une solution de remplacement autonome pour la Suisse, puis créé le SEMP ou Swiss-European mobility programme, prolongé à plusieurs reprises.

Jusqu'en 2013, les étudiants suisses possédaient pour ainsi dire un abonnement général pour les échanges avec l'Europe. Aujourd'hui, ils doivent faire la queue au guichet et négocier leur billet un à un.

Le programme de remplacement est frappé de limites et n'offre pas la même diversité qu'Erasmus+. Comme cela était déjà le cas entre 1996 et 2011, la Suisse finance elle-même pratiquement tout ce qui touche à la mobilité. De plus, chaque université doit négocier individuellement tout échange avec des partenaires européens, ce qui crée une charge de travail immense. Dans le cas de l'Université de Zurich, ce ne sont pas moins de 400 contrats individuels ! En outre, la participation aux projets de coopération est désormais fortement limitée : les établissements suisses n'ont plus le droit de coordonner de projets, car la Suisse n'est plus qu'un pays tiers. Cet aspect est beaucoup plus douloureux pour l'enseignement et les organisations de jeunesse que le seul facteur financier. On pourrait dire que jusqu'en 2013, les étudiants suisses possédaient un abonnement général pour les échanges avec l'Europe. Aujourd'hui, ils doivent faire la queue au guichet et négocier leur billet un à un. La Suisse a introduit la libre circulation des personnes avec la Croatie fin 2016 et pourrait en principe participer pleinement à Erasmus+. Un nouveau programme a été lancé en 2021, avec un budget deux fois supérieur. La Suisse et l'UE n'ont pas encore mené de négociations y relatives. Dans son budget 2021, la Confédération avait toutefois déjà prévu des moyens pour participer à Erasmus+. Les cantons soutiennent le Conseil fédéral chargé d'entamer les négociations pour une participation étendue de la Suisse à Erasmus+ 2021-2027. Or l'UE conditionne cette participation à la conclusion de l'accord-cadre institutionnel.

Faire cavalier seul n'est pas une solution !

Prenez part, vous aussi, à notre campagne :

www.ouverte-souveraine.ch !